

# Joël Giraud, le relais du président à l'Assemblée nationale

Le rapporteur général du budget a été choisi en personne par le chef de l'État.

GUILLAUME GUICHARD

@guillaume\_gui

ET SOUDAIN, une trompette à sourdine résonna dans l'hémicycle de l'Assemblée... En cette énième suspension de séance de nuit le 5 décembre dernier, le député Joël Giraud sonne le rappel à sa manière, forcément décalée, alors que l'examen du projet de budget 2017 rectificatif s'appête à reprendre. Pourtant le rapporteur général LREM de la commission des finances, en charge de présenter les projets de loi de finances, est l'un des hommes les plus importants du Palais Bourbon en cette saison budgétaire. Sur chacun des milliers d'amendements déposés sur les cinq textes financiers examinés depuis juillet, son rôle est de donner un avis circonstancié que suivra ensuite la majorité.

Si la matière est grise, le personnage, haut en couleur, détonne au sein de la majorité. Et pour cause : Joël Giraud n'a pas grand-chose de député macroniste typique. Âgé de plus de 50 ans, c'est un élu de terrain de l'ancien monde. Il a remporté en juin son troisième mandat législatif avec 68 % des voix dans son fief des Hautes-Alpes, score qu'il ne doit pas à son étiquette En marche !. En effet, on peut difficilement être plus enraciné dans son territoire que cet ancien du Parti radical de gauche (PRG). Succédant à son père décédé en fonction en 1986, il a tenu la mairie du petit bourg d'Argentière-la-Bessée, au pied du massif des Écrins, durant vingt-huit ans, jusqu'en juillet dernier. Il fut aussi vice-président de la région Paca en charge de la montagne, qu'il adore au point d'avoir écrit dans sa jeunesse un livre sur la faune et la flore alpines. Seul sacrifice à l'air du temps, il a abandonné cet été sa moustache très années 1970 pour se laisser pousser une courte barbe poivre et sel.

Au sein d'une majorité qui se prend très au sérieux, Joël Giraud ne peut s'arrêter de plaisanter. Certains élus locaux de sa circonscription l'en trouvent presque fatigant. Il ne faut pas pour autant prendre ce diplômé de « l'ENA de la Poste » (l'ENSPTT, aujourd'hui disparue), passé par Tracfin et la lutte contre le financement du terrorisme, pour un plaisantin. Son arrivée au poste clé de rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée n'est aucunement le fruit du hasard. Il y est – cela pèse – par la volonté expresse du président de la République qui voulait « quelqu'un de solide », rapporte l'intéressé. Et tant pis si les députés LREM préféreraient, eux, le jeune Laurent Saint-Martin.

Le chef de l'État avait croisé le radical-socialiste de 58 ans lors de l'examen de la loi Macron, il y a deux ans. Il s'est souvenu de lui à l'heure de choisir celui qui devrait porter la brûlante réforme de l'ISF, les coupes budgétaires sur les APL et les emplois aidés. L'expérience l'a, au final, emporté.

Et qu'importe si Joël Giraud, contrairement à la jeune garde de la macronie, n'est pas médiatique pour un sou. Il ne faut en effet pas compter sur lui pour défendre la politique du gouvernement sur les plateaux de télévision. « Je préfère faire plutôt que de parler de ce que les autres font, c'est mon côté d'arrière parpaillot (protestant, NDLR) », évacue-t-il. Toutefois, les rares fois où le Haut-Alpin fait une sortie dans les médias, il ne mâche pas ses mots.

## « Ce n'est pas un naïf ! »

Fin septembre, ce membre de l'aile gauche de LREM a tiré à vue sur la réforme de l'ISF, qui exemptera les yachts et les voitures du futur impôt sur la fortune immobilière (IFI). « Des symboles de ce genre doivent être beaucoup plus taxés, lâche alors l'ex-PRG dans une interview au Parisien, deux jours après la présentation du budget 2018, le premier de l'ère Macron. Un yacht, c'est m'as-tu-vu, ce n'est pas productif pour l'économie. »

La sortie fait alors tiquer ses collègues de la LREM et d'aucuns voient en lui le premier frondeur de la nouvelle majorité... Grave erreur. Quelques jours plus tôt, le rapporteur général et sa collègue Emilie Carriou ont obtenu gain de cause auprès de l'Élysée pour taxer très symboli-

quement les « signes extérieurs de richesse », contre l'avis de Bercy, qui redoute le message négatif d'une France qui continue à ne pas aimer « les riches ». Lui assume. « Je ne serai jamais déloyal envers le président », peut donc se défendre aujourd'hui Joël Giraud. Au passage, le rapporteur obtiendra de nouveau un arbitrage favorable début décembre pour généraliser la taxe de séjour à tous les logements de type Airbnb, contre l'avis des ministères financiers.

« Joël ne fait pas de politique politicienne : quand il dit quelque chose, ce n'est pas pour se placer, c'est parce qu'il y croit, analyse pour sa part Pierre Person, membre de la commission des finances. Et attention, ce n'est pas un naïf ! » Joël Giraud choisit simplement les combats qu'il sait pouvoir gagner et parle à tout le monde pour s'assurer de l'emporter. À la gauche et, en même temps, à la droite. En somme, s'il n'a pas l'aspect extérieur du macroniste type, il en a l'ADN. « Nous n'avons pas la même culture politique, nous trouvons toujours un terrain d'entente », apprécie d'ailleurs le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, issu des Républicains.

Bilan de ces premiers mois très chargés au poste exposé de rapporteur général ? « Il a su soutenir toutes les grandes mesures, apprécie-t-on dans l'entourage du ministre des Finances, Bruno Le Maire. De plus, il n'y a jamais eu avec lui de couac en séance. » Quoi qu'il en soit, Joël Giraud cédera son poste de rapporteur général à Laurent Saint-Martin à mi-mandat et n'a pour ambition, en 2022, que de faire valoir ses droits à la retraite. ■



Joël Giraud, député LREM des Hautes-Alpes et rapporteur général de la commission des finances. C. MORIN/IP3 PRESS/MAXPPP